

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des
soumissions\Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada
Building S-111
CFB Petawawa
Petawawa
Ontario
K8H 2X3
Bid Fax: (613) 687-6656**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada Supply
and Services Operation
Petawawa Procurement
Building S-111
CFB Petawawa
Petawawa
Ontario
K8H 2X3

Title - Sujet Gravel Crushing RISO	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0107-14C537/A	Date 2014-10-01
Client Reference No. - N° de référence du client W0107-14CB537	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PET-903-1283
File No. - N° de dossier PET-4-41018 (903)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-10-23	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Harrington, Mary-Lou	Buyer Id - Id de l'acheteur pet903
Telephone No. - N° de téléphone (613)687-0789 ()	FAX No. - N° de FAX (613)687-6656
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Department of National Defence 4 CDSB Engr Svsc Sqn Garrison Petawawa, Bldg S-111 PO Box 9999, Station Main Petawawa, Ontario K8H 2X3	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0107-14C537/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pet903

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0107-14CB537

PET-4-41018

Cette page a été intentionnellement laissée en blanc.

TABLE DES MATIÈRES

TITRE –OFFRE À COMMANDES INDIVIDUELLE ET RÉGIONALE POUR CONCASSAGE DE GRAVIER - GARNISON PETAWAWA

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu
4. Visite facultative des lieux

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
5. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À SÉCURITE, EXIGENCES FINANCIERES ET D'ASSURANCES

1. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Utilisateurs désignés
8. Procédures pour les commandes subséquentes

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0107-14C537/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0107-14CB537

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PET-4-41018

Buyer ID - Id de l'acheteur
pet903
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

9. Instrument de commande

- 10. Limite des commandes subséquentes
- 11. Ordre de priorité des documents
- 12. Attestations
- 13. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 1. Énoncé des travaux
- 2. Clauses et conditions uniformisées
- 3. Durée du contrat
- 4. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- 5. Paiement
- 6. Instructions pour la facturation
- 7. Assurances

Liste des annexes :

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Assurances

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, et toute autre annexe.

2. Sommaire

Établir une offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) pour la fourniture, au besoin et sur demande, de l'ensemble des outils, de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'équipement et des services de supervision requis pour le concassage de gravier, son tamisage, l'empilage du sable et le compactage à la binette à divers puits d'agrégat situés à la garnison Petawawa.

Des commandes subséquentes à l'offre à commandes pourront être passées du 1^{er} novembre 2014 au 31 octobre 2017.

Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes.

Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

4. Visite facultative des lieux

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra au Bldg S-111, Garnison Petawawa, le octobre 15, 2014. La visite des lieux débutera à 10 :00 et se tiendra Room C-114.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante au plus tard le 2 jours, pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

The 2006 (2014-06-26) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

un individu;

un individu qui s'est incorporé;

une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

le nom de l'ancien fonctionnaire;

la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

le nom de l'ancien fonctionnaire;

les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;

la date de la cessation d'emploi;

le montant du paiement forfaitaire;

le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

**la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début,
d'achèvement et le nombre de semaines;**

**nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux
conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.**

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

5. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom

de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (une copies papier)
Section II : offre financière (une copies papier)
Section III: attestations (une copies papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____
Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux (2) offres ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les offres accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les offres reçues seront évaluées. Si des offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux offres recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des offres accompagnées d'une attestation

1.1. Évaluation technique

Toutes les offres doivent être dûment remplies et fournir tous les renseignements exigés dans la Demande d'offre à commandes afin qu'une évaluation complète et rigoureuse puisse avoir lieu.

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Au cas où l'une quelconque des exigences obligatoires ne serait pas respectée, l'offre sera jugée non-conforme et sera rejetée d'emblée.

- a) Les soumissionnaires doivent fournir des prix fermes en dollars canadiens pour tous les articles figurant à l'Annexe B, pour toutes les périodes d'établissement de prix. Le format du tableau d'établissement des prix ne doit pas être modifié, sauf pour y ajouter le prix proposé dans la soumission pour chaque article et chaque année.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Les prix proposés par les soumissionnaires pour chaque article figurant à l'Annexe B seront multipliés par l'utilisation estimative correspondante afin d'établir un prix calculé. La valeur globale est la somme de tous les prix calculés pour toutes les années.

2. Mode de sélection

- 2.1 L'État se propose d'attribuer une seule OC à l'entrepreneur dont la proposition:

-
1. Respecter toutes les exigences obligatoires;
 2. Offrir la valeur globale la plus basse; et
 3. Respecter toutes les conditions avant l'attribution d'une OC (situées à la partie 5).

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et attestations exigées avec l'offre

1.1 Attestation préalable à l'émission d'une offre à commandes

1.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées [2006](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la « [liste d'admissibilité limitée](#) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure

dans la « liste d'admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

1.2 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

1.2.1 Documents exigés :

2.2.1.1 La preuve d'une assurance qui égale ou excède la couverture indiquée.

2.2.1.2 Une copie du plan de santé et sécurité approuvé le plus récent de votre entreprise, pertinent aux travaux en question.

2.2.1.3 Une copie du certificat de décharge de la CSPAAT

2.2.1.4 Liste de l'équipement disponible pour effectuer les travaux, conformément à l'annexe B.

1.3 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

1.3.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens et aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que les produits et services offerts sont des produits canadiens et des services canadiens, tel qu'il est défini dans la clause [A3050T](#), peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que les produits et services offerts seront traités comme des produits non-canadiens et des services non-canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission correspond à des produits canadiens et des services canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 5 de la clause [A3050T](#).

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6(9), Exemple 2 du [Guide des approvisionnements](#).

1.3.2 SACC Clauses

A3050T Définition du contenu canadien 2010-01-11

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

- 1.1** L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

2. Exigences relatives à la sécurité

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (2014-06-26), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0107-14C537/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0107-14CB537

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
PET-4-41018

Buyer ID - Id de l'acheteur
pet903
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 01 novembre 2014
au 31 octobre 2017.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Mary Lou Harrington
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : Bldg S-11. Garnison Petawawa, Ontario K8H 2X3

Téléphone : 613-687-0789
Télécopieur : 613-687-6656
Courriel : marylou.harrington@tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant

(Compléter ou supprimer, s'il y a lieu.)

6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : ESS, Garnison Petawawa.

8. Procédures pour les commandes

Les commandes seront passées directement auprès du titulaire de l'offre à commandes conformément aux annexes A et B.

9. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire *PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes*.

10. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 60,000.00\$ (taxes applicables incluses).

11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2014-06-26), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C - Services (2014-06-26);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'offre de l'offrant en date du _____ (insérer la date de l'offre), (si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » **ou** « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s)).

12. Attestations

12.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses

déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour
manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010C (2014-06-26), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.2 Clauses du *Guide des CCUA*

A9062C Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes(2011-05-16)

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

5. Paiement

5.1 Base de paiement

1. La base de paiement jointe aux présentes à titre d'annexe A servira à établir un prix pour toute commande subséquente à cette OC.

2. En contrepartie du respect de l'entrepreneur de tous ses engagements dans le cadre de la

commande, il sera payé le prix ferme indiqué dans la commande, calculé conformément à l'annexe A, la taxe de vente harmonisée en sus, s'il y a lieu.

5.2 Clauses du guide des CCUA

H1001C Paiements multiples

2008-05-12

5.3 Paiement par carte de crédit

La carte de crédit suivante est acceptée : _____.

OU

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

6. Instructions pour la facturation

6.1 Exigences en matière de facturation - 2GSS Garnison Petawawa :

Une seule copie de la facture est nécessaire et elle doit indiquer :

- a) la date
- b) le nom et l'adresse du consignataire
- c) le numéro de facture du MDN et le numéro de l'OC
- d) la description des produits.

7. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C .

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat.

Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE A ÉNONCÉ DE TRAVAIL

Concasement de gravier, garnison de Petawawa

Les travaux effectués dans le cadre de la présente exigence comprennent la fourniture des outils, de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'équipement et de la supervision nécessaires au concasement et au tamisage de gravier, à l'empilage du sable et à l'excavation à la rétrocaveuse à divers puits d'agrégats situés à la garnison de Petawawa comme et lorsque demandé.

1. Normes

- 1.1 Association canadienne de normalisation (CSA)
- 1.2 Laboratoires des assureurs du Canada (ULC)
- 1.3 American National Standards Institute (ANSI)
- 1.4 Office des normes générales du Canada (ONGC)
- 1.5 Code national du bâtiment (CNB)
- 1.6 Normes du ministère des Transports de l'Ontario
- 1.7 Loi sur les ressources en agrégats
- 1.8 Tableau d'utilisation et accès aux champs de tir et au secteur d'entraînement
- 1.9 Code canadien du travail Partie II
- 1.10 Ontario Provincial Standard Specification (OPSS)

2. Généralités

- 2.1 L'entrepreneur, pendant toutes les commandes subséquentes pour cette exigence, doit compléter les travaux conformément à l'étendue des travaux.
- 2.2 Le responsable technique et son représentant sont les seules personnes autorisées à faire une demande de services. Les services entrepris à la demande d'un ou de plusieurs personnes non autorisées doivent être effectués aux risques de l'entrepreneur en ce qui concerne le paiement. Les utilisateurs (personnel civil ou militaire) sont considérés comme des personnes non autorisées.
- 2.3 Environnement d'exploitation
 - 2.3.1 L'environnement d'exploitation pour cette exigence est la garnison de Petawawa.
 - 2.3.2 Les travaux sont effectués sur divers sites mentionnés à l'alinéa 3.2.

- 2.4 L'entrepreneur disposera de soixante-douze (72) heures pour tout coordonner avec le responsable technique une fois que la commande subséquente aura été effectuée pour cette exigence.
- 2.5 L'entrepreneur doit se rapporter au bureau des contrats (bâtiment S-111, local C-115) à la garnison de Petawawa pour signer le registre de travail de l'entrepreneur; il doit aussi apposer sa signature à la fin de chaque jour de travail si les travaux sont effectués entre 0730 heures et 1600 heures. Si l'entrepreneur travaille à l'extérieur de ces heures à cause d'exigences militaires, il tiendra un registre de son temps, qu'il déposera au bureau des contrats à la fin de cette semaine.
- 2.6 L'entrepreneur maintiendra une capacité de communication par téléphone cellulaire avec le responsable technique en tout temps pendant qu'il se trouve sur le site à la garnison de Petawawa.
- 2.7 Il n'y aura aucune restriction des heures d'exploitation de l'installation de concassement, sauf pour celle jugée nécessaire d'un point de vue opérationnel par l'officier contrôleur des champs de tir pour répondre aux exigences de formation militaire ou à la dernière édition des ordres permanents des champs de tir.
- 2.8 Les travaux effectués dans le cadre de la présente exigence ont lieu pendant toute l'année. En ce qui concerne les travaux hivernaux, le déneigement des routes d'accès aux puits et l'épandage de calcium sur ces routes incombent à l'entrepreneur.
- 2.9 Selon cette exigence, l'hiver va du 1^{er} décembre au 31 mars.
- 2.10 Le ministère de la Défense nationale (MDN) prend la santé et la sécurité de toutes les personnes qui ont accès au lieu de travail très sérieusement. Conformément au *Code canadien du travail* Partie 2 (CCT), « l'employeur est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires pour que soient portés à l'attention de toute personne — autre qu'un de ses employés — admise dans le lieu de travail les risques connus ou prévisibles auxquels sa santé et sa sécurité peuvent être exposées. »
- 2.11 L'escadron des services de génie (ESS) a développé une liste de dangers prévisibles à l'annexe A.1. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive à cause de la nature générique de ce processus et car nous ne connaissons pas le travail à ce moment-ci. Au moment de la commande subséquente à cette exigence et à une partie du breffage de sécurité concernant le site de l'entrepreneur, tous les dangers doivent être identifiés par l'inspecteur du site et le représentant de l'entrepreneur aux fins de documentation et d'information pour tous les travailleurs.
- 2.12 Tout le personnel employé dans le cadre de cette exigence doit assister à un breffage de sensibilisation aux munitions non explosées avant d'effectuer des travaux sur le site. Le personnel qui n'a pas assisté à ce breffage n'aura pas le droit de travailler à cette exigence.
- 2.13 Les entrepreneurs et leurs employés doivent respecter les ordres et les procédures de sécurité du secteur d'entraînement et des champs de tir de la garnison de Petawawa selon l'officier contrôleur des champs de tir. L'entrepreneur et son personnel n'entrera dans le secteur d'entraînement et ne la quittera à aucun moment sans d'abord vérifier auprès du contrôle des champs de tir. L'entrepreneur doit respecter les ordres permanents des champs de tir en tout temps lorsqu'il travaille dans le secteur d'entraînement et les champs de tir. Un exemplaire des

ordres permanents des champs de tir peut être obtenu auprès de l’officier contrôleur des champs de tir.

- 2.14 L’entrepreneur doit développer un plan de sécurité pour cette exigence après l’attribution du contrat. Ce plan doit être communiqué au personnel de l’entrepreneur et du responsable technique.
- 2.15 L’entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger et ne pas endommager les structures, ainsi que les installations, la propriété et l’équipement environnants. Les dommages causés par l’entrepreneur doivent être réparés sans délai ou frais pour le gouvernement et à la satisfaction du responsable technique.
- 2.16 À la fin de la commande subséquente, l’entrepreneur doit présenter au responsable technique un rapport de services complété.
- 2.17 À la fin des travaux, un rapport sera tapé, imprimé et signé. Les rapports doivent aussi être produits en anglais en format PDF. Ces rapports comprendront :
 - 2.17.1 La date du début et la date de la fin de l’exigence;
 - 2.17.2 Le nombre d’heures qui ont été nécessaires au concassage du matériau;
 - 2.17.3 Le poids du matériau concassé (reçu de balance);
 - 2.17.4 Notes ou description du réglage ou des étalonnages effectués;
 - 2.17.5 Tout problème imprévu qui pourrait s’être produit pendant cette exigence.
- 2.18 Aucune facture ne sera payée à moins qu’elle ne comprenne le matériau de rapport énoncé à l’alinéa 2.17.

3. Technique et matériaux

- 3.1 Types d’équipement suggérés.
 - 3.1.1 Concasseur et convoyeur à courroie capables de concasser au moins 150 tonnes de matériau à l’heure;
 - 3.1.2 Casseur, trémie et convoyeur à courroie;
 - 3.1.3 Chargeuse frontale;
 - 3.1.4 Camion à benne tandem;
 - 3.1.5 Équipement à lame (pour l’empilage);
 - 3.1.6 Détecteur de métal (obligatoire);
 - 3.1.7 Convoyeur empileur;
 - 3.1.8 Balance sur le convoyeur de production;
 - 3.1.9 Bélier mécanique Caterpillar D6 ou l’équivalent ou plus gros pour l’essouchage;
 - 3.1.10 Rétrocaveuse capable de briser des dalles de béton d’une épaisseur maximale de trois (3) pieds.
- 3.2 Les travaux de cette exigence ont lieu dans la zone d’entraînement de la garnison de Petawawa. Il y a présentement 4 puits actifs. Une carte est incluse dans cet énoncé qui illustre l’emplacement de chacun. Ils se trouvent aux coordonnées de quadrillage. Il est à noter que les emplacements pourraient changer.
 - 3.2.1 Puits A- 134 844

- 3.2.2 Puits B- 049 819
- 3.2.3 Puits C- 123 835
- 3.2.4 Puits D- 210 850
- 3.3 Si, à un moment ou à un autre, les travaux doivent cesser à cause d'un bris mécanique, l'entrepreneur devra en aviser le responsable technique immédiatement.
- 3.4 Tous les déversements de matières dangereuses doivent être rapportés immédiatement à la caserne des pompiers de la garnison au 687-5511 poste 5555, et au responsable technique.
- 3.5 L'élimination de l'huile et des déchets huileux incombe à l'entrepreneur; cette huile et ces déchets huileux doivent être transportés par un moyen approprié et être éliminés à une installation approuvée.
- 3.6 Le nettoyage des déversements de matières dangereuses causés par les actions ou l'équipement de l'entrepreneur sera la responsabilité financière de l'entrepreneur. Les opérations de nettoyage et d'élimination doivent être conformes aux lois anti-pollution et aux ordonnances locales.
- 3.7 Il n'y aura aucune élimination sur place des déchets.
- 3.8 Les balances doivent être étalonnées et opérationnelles sur un empileur lors de la production du matériau. Les feuilles de production et la preuve de l'étalonnage de balance doivent être présentées avec la facture.
- 3.9 La rétrocaveuse doit être capable de briser des dalles de béton d'une épaisseur maximale de 3 pieds. Toutes les pièces à barres d'armature doivent être placées dans des piles séparées aux fins d'élimination par le MDN.
- 3.10 Le manœuvre et l'utilisateur de la rétrocaveuse sont tous les deux capables de recycler les vieilles dalles de béton et d'asphalte déchargées sur les sites de puits. Le béton à barres d'armature ne sera pas recyclé.
- 3.11 Le système à convoyeur et à trémie sera muni d'un détecteur de métal entièrement opérationnel devant le casseur. Tous les matériaux à concasser traverseront le détecteur avant d'être concassés. Le détecteur de métal doit travailler en conjonction avec un système d'arrêt automatique capable d'arrêter les opérations lorsque des objets métalliques sont détectés.
- 3.12 Lorsque la détection d'un objet métallique arrêtera les opérations de concassage, une vérification visuelle sera effectuée pour déterminer :
 - 3.12.1 Si l'objet peut être identifié comme étant autre chose que des munitions; l'opérateur enlèvera l'objet métallique et continuera le concassage
 - 3.12.2 Si l'objet ne peut être identifié comme étant une munition ou s'il ne peut être identifié du tout, les opérations demeureront arrêtées et le responsable technique sera avisé. Les opérations demeureront arrêtées jusqu'à ce que la cause ait été identifiée et corrigée. Aucun arrêt ne sera ignoré ou considéré sans preuve comme une nuisance.
- 3.13 Les travaux de cette exigence comprennent l'essouchage sur le périmètre des puits comme requis par le responsable technique. L'entrepreneur ne complètera aucun essouchage sans

l'approbation du responsable technique. Le responsable technique fournira par écrit une description claire de la zone du travail complétée avec ses dimensions. Le responsable technique s'assurera que la zone est clairement identifiée. De plus, le responsable technique confirmera par écrit, avant tout travail d'essouchage, que le niveau d'élimination des munitions non explosées a été atteint. L'entrepreneur doit réaliser un plan de contrôle des dangers et le présenter au responsable technique aux fins d'approbation avant d'effectuer des travaux sur le site.

- 3.14 Tous les agrégats seront concassés conformément à la Ontario Provincial Standard Specification (OPSS) 1010.
- 3.15 Il y a une exigence pour fournir et utiliser un système de tamisage pour produire par tamisage du sable hivernal pour l'empilage. Le sable respectera la norme OPSS 1004; cette norme porte sur une spécification concernant divers agrégats.
- 3.16 Les résidus sous-produits du concassage du gravier seront placés dans une zone où un site de concassement/tamisage a été désigné par le responsable technique. Le tamisage du sable se fera dans la même zone générale que le concassement du gravier.
- 3.17 Un convoyeur avec une trémie et une chargeuse frontale pour empiler / mélanger le sable et le calcium au bâtiment d'entreposage du calcium de la garnison sera assez grand pour remplir un bâtiment d'entreposage à capacité maximale (environ 60 pieds).

ANNEXE A.1

RISQUES PRÉVISIBLES POUR LA SÉCURITÉ

1) Risques prévisibles pour la sécurité

- a) La *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario, L.R.O. 1990 Partie III Articles 29 et 30, identifie les exigences de conformité imposées par la loi pour le Canada (le maître de l'ouvrage) faisant affaire directement ou indirectement avec une ou des personnes, autres que des employés, sur le lieu de travail. L'entrepreneur doit prendre toutes ses responsabilités en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario, L.R.O. 1990.
- b) Bien qu'il n'incombe pas au gouvernement du Canada d'appliquer la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario, L.R.O. 1990, il a l'intention d'exercer de façon proactive son obligation de diligence appropriée pour la santé et la sécurité de ses employés et entrepreneurs. Avant le début des travaux, le gouvernement du Canada exigera que le fournisseur de services fournisse un plan de sécurité spécifique à la tâche et au site, peu importe l'obligation du fournisseur de services en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario.
 - i) Cela signifie que les petits fournisseurs de services qui ne sont pas obligés au niveau provincial de compléter un programme annuel sur la santé et la sécurité devront fournir un plan spécifique au site conformément au programme sur la santé et la sécurité dans le cadre de cette exigence.
 - ii) Le gouvernement du Canada identifiera les tâches communes à risques moyens à élevés. Chaque exigence doit être considérée sur une base individuelle pour établir une diligence appropriée et des exigences de sécurité appropriées. La revue du fournisseur de services et le plan de sécurité subséquent doivent être communiqués au gouvernement du Canada, et les employés ne doivent pas nécessairement être traités tous de la même manière. Chaque situation doit être adaptée par écrit au projet.
 - iii) Le gouvernement du Canada exigera une preuve que tous les fournisseurs de services, les employés, les employés engagés en sous-traitance et, si nécessaire, les employés visés du gouvernement du Canada ont été breffés. Ce plan de sécurité spécifique à la tâche sera basé sur l'évaluation du danger de l'exigence/la tâche.
- c) La diligence appropriée du gouvernement du Canada sera exercée par le responsable technique en s'assurant que le fournisseur de services :
 - i) A un programme de sécurité actuel et établi en vigueur pour tous les employés sous contrat pour cette exigence.
 - ii) Se conforme à toutes les législations de la CSPAAT applicables.
 - iii) A complété les plans de sécurité spécifiques à l'exigence/la tâche, et en s'assurant que tous les employés qui seront sur place ont été breffés.
 - iv) Effectue sa propre supervision pour les aspects de sécurité du projet.

- v) Effectue les travaux de façon sécuritaire à l'aide du bon équipement de protection.
- d) Si le responsable technique remarque que les travaux sont effectués d'une manière contraire à la législation en matière de sécurité applicable :
 - i) Le responsable technique identifiera les risques pour la personne responsable désignée par le fournisseur de services, qui est identifiée dans le plan de sécurité.
 - ii) Si les pratiques de travail dangereuses persistent, le responsable technique pourrait faire cesser les travaux jusqu'à ce que le fournisseur de services puisse corriger la situation. Aucune compensation ne sera payée au fournisseur de services pour les arrêts de travail causés par les pratiques de travail dangereuses de son personnel.
 - iii) Le gouvernement du Canada pourrait exiger que le fournisseur de services remplace son personnel si ce personnel travaille à répétition de façon dangereuse.

e) Dangers courants à risques moyens à élevés

- i) Comme ceci n'est pas une liste exhaustive, elle ne comprend pas certains des dangers les plus courants à la garnison de Petawawa. Le fournisseur de services doit identifier tous les dangers connus et les communiquer par écrit à ses employés et aux autres personnes affectées avant que les travaux ne débutent. Les travaux ne débiteront pas sans un plan de sécurité spécifique à la tâche et approuvé sur un projet comportant les dangers suivants :
 - (1) **Exposition à des munitions explosées** – La garnison de Petawawa est connue pour comporter des risques de munitions non explosées. La garnison de Petawawa a des procédures écrites pour accéder aux zones connues comportant des dangers concernant les munitions non explosées. Même dans les zones qui ne nécessitent pas de formation spéciale concernant les munitions non explosées, les fournisseurs de services doivent s'assurer qu'ils informent leur personnel que, si, pour une raison ou pour une autre, il voit ce qui pourrait être une munition non explosée, il pourrait y avoir une munition non explosée. Si les fournisseurs de services tombent sur une munition non explosée, ils ne doivent pas faire enquête, mais quitter la zone et informer les autorités appropriées de la situation.
 - (2) **Excavation** – On doit très bien faire le travail préparatoire aux excavations (manuelles et à la machine).
 - (3) **Exposition à une haute tension/un arc électrique** – Un grand nombre des installations du gouvernement du Canada exploitent leur propre système de distribution d'électricité, qui est une combinaison de distribution de courant électrique à haute tension au-dessus du sol et sous le sol. On doit faire preuve d'un soin extrême et effectuer une planification extrêmement bonne non seulement lorsqu'on travaille directement sur de l'équipement électrique ou près d'équipement électrique, mais aussi lorsqu'on effectue des tâches qui pourraient causer une exposition planifiée ou non planifiée à des systèmes électriques sous tension.
 - (4) **Travailler en hauteur** – Le gouvernement du Canada entretient divers types de structures comme des bâtiments, des tours, des trous d'homme et des installations d'entraînement qui obligent des personnes à se mettre dans une position où elles

pourraient tomber. On doit faire preuve d'un soin extrême et effectuer une planification extrêmement bonne pour tous les travaux où il y a un risque de chute. Cela doit comprendre non seulement les travaux en hauteur, mais les travaux au niveau du sol (comme au-dessus d'un trou d'homme ou sur un pont).

- (5) **Travailler dans des espaces confinés** – Le gouvernement du Canada a de nombreux types différents d'espaces confinés. On doit faire preuve d'un soin extrême et effectuer une planification extrêmement bonne pour tous les projets où il y a un risque associé à l'entrée dans un espace confiné. Les fournisseurs de services doivent se conformer à la politique d'accès aux espaces confinés du gouvernement du Canada, y compris aux processus de permis d'entrée.
- (6) **Travaux à chaud** – Les installations du gouvernement du Canada nécessitent un permis de travail à chaud pour toutes les activités énumérées dans le processus de permis de travail à chaud local concernant la caserne des pompiers de la garnison. On doit faire preuve d'un soin extrême et effectuer une planification extrêmement bonne pour tous les projets où il y a un risque de blessures ou d'incendie à cause d'un travail à chaud. Un grand nombre des installations du gouvernement du Canada utilisent de la vapeur à haute pression et de la vapeur à basse pression pour le chauffage central. On doit faire preuve d'un soin extrême et effectuer une planification extrêmement bonne pour tous les projets où il y a un risque lors du travail sur des canalisations de transport de vapeur ou lorsqu'on s'approche très près de ces canalisations.
- (7) **Travailler avec des produits chimiques** – De nombreux projets nécessitent l'utilisation de produits chimiques pour être complétés. On doit faire preuve d'un soin extrême et effectuer une planification extrêmement bonne pour tous les projets où il y a un risque associé à l'utilisation de produits chimiques. Des fiches signalétiques doivent être conservées sur le site pour tous les produits chimiques. En plus des problèmes de sécurité pour les personnes, on doit se préoccuper de la réaction chimique avec les surfaces avec lesquelles les produits chimiques entreront en contact. Les produits chimiques du fournisseur de services ne devront pas être éliminés sur la propriété du gouvernement du Canada ou dans un système se trouvant sur la propriété du gouvernement du Canada.
- (8) **Contrôle de la circulation** – Dans de nombreuses installations, le gouvernement du Canada a son propre réseau routier et son propre personnel d'intervention en cas d'urgence. Le fournisseur de services ne doit pas bloquer la circulation ou lui nuire sans les approbations appropriées. Cela donne au personnel d'intervention en cas d'urgence le temps nécessaire pour ajuster les parcours pour les interventions en cas d'urgence. On doit faire preuve d'un soin extrême et effectuer une planification extrêmement bonne pour tous les projets où il y a un risque associé à la circulation qui entre en contact avec les employés du fournisseur de services.
- (9) **Exposition aux contenants sous pression** – Un grand nombre des installations du gouvernement du Canada contient des contenants sous pression régulés dans des zones comme les installations de chauffage, les locaux où se trouvent des chaudières et les systèmes de fabrication de glace. Le fournisseur de services doit s'assurer qu'une personne qualifiée est sur place en tout temps lors de la pose ou de l'entretien de contenants sous pression. On doit faire preuve d'un soin extrême et effectuer une planification extrêmement bonne pour tous les projets où il y a un

risque associé à des travaux planifiés ou de proximité effectués sur des contenants sous pression.

- (10) **Exigence de verrouillage de sources d'énergie potentielles** – Les installations du gouvernement du Canada contiennent de nombreuses sources d'énergie mécanique et électrique potentielles. Il est essentiel que le fournisseur de services étudie toutes les sources d'énergie potentielles pour chaque projet et s'assure qu'elles ont un processus de verrouillage en place. Arrêter un dispositif sans le verrouiller est inacceptable. On doit faire preuve d'un soin extrême et effectuer une planification extrêmement bonne pour tous les projets où il y a un risque associé aux sources d'énergie électro-mécaniques.

- (11) **Autres** – Au moment des travaux, s'il y a d'autres dangers connus qui ne sont pas énumérés, le responsable technique et le fournisseur de services s'entendront sur leur nature et s'assureront qu'ils sont couverts par le plan de sécurité spécifique au lieu de travail.

f) **Autres dangers**

- i) La température pourrait atteindre 45 °C en été et -45 °C en hiver.

- ii) Effondrements

- iii) Opérations de concassement

- (1) Bruits
- (2) Projections de débris
- (3) Objets qui tombent
- (4) Écrasement
- (5) Engorgement
- (6) Désengorgement
- (7) Poussière
- (8) Isolement par rapport à l'aide médicale

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

Le format de l'établissement des prix ne doit pas être modifié, sauf pour la fourniture du prix de la soumission pour chaque article et chaque année. Tous les prix sont des prix nets en dollars canadiens, y compris la main-d'œuvre, l'équipement, les matériaux, les droits de la douane canadienne, les taxes d'accise, et sont destinations FAB indiqués, y compris tous les frais de livraison. La TVH n'est pas incluse dans l'établissement des prix et doit être à part sur les factures.

Les utilisations estimées comme établies dans la DOC visent à permettre au gouvernement du Canada d'évaluer les offres, et sont seulement des estimations. Aucune estimation contenue dans la DOC ne représente un engagement au nom du gouvernement du Canada. Les estimations données sont annuelles.

An 1 – de la date d'émission jusqu'au 31 octobre 2015

An 2 – du 1^{er} novembre 2015 au 31 octobre 2016

An 3 – du 1^{er} novembre 2016 au 31 octobre 2017

Références concernant la grille

Puits A – 134 844

Puits B – 049 819

Puits C – 835 123

Puits D – 850 210

Article	Emplacement ou numéro de puits	Description	Unité de mesure	Saison	Utilisation	Prix unitaire an 1	Prix unitaire an 2	Prix unitaire an 3
1	A	Écrasement du granulaire A	tonne	Été	2300			
2	A	Écrasement du granulaire B	tonne	Été	2300			
3	B	Écrasement du granulaire A	tonne	Été	7770			
4	B	Écrasement du granulaire A	tonne	Hiver	3330			
5	B	Écrasement du granulaire B	tonne	Été	1942			
6	B	Écrasement du granulaire B	tonne	Hiver	832			
7	C	Écrasement du granulaire A	tonne	Été	2300			
8	C	Écrasement du	tonne	Été	2300			

		granulaire B						
9	D	Écrasement du granulaire A	tonne	Été	10360			
10	D	Écrasement du granulaire A	tonne	Hiver	4440			
11	D	Écrasement du granulaire B	tonne	Été	2590			
12	D	Écrasement du granulaire B	tonne	Hiver	1110			
13	Tous	Essouchage	heure	Été	40			
14	Tous	Essouchage	heure	Hiver	40			
15	Tous	Tamisage du sable d'hiver (y compris l'empilage)	tonne	Hiver	5000			
16	Bâtiment d'entreposage du calcium	Convoyeur avec trémie et chargeuse frontale	heure	Été	16			
17	Bâtiment d'entreposage du calcium	Convoyeur avec trémie et chargeuse frontale	heure	Hiver	16			
18	D	Rétrocaveuse avec opérateur et manœuvre	heure	Été	200			
19	Tous	Roche 2 écrasée et tamisée de ½ po – 4 ½ po	tonne	Été	2500			
20	Tous	Roche 2 d'hiver écrasée et tamisée de ½ po – 4 ½ po	tonne	Hiver	2500			
21	Tous	Roche tamisée de 4 po – 6 po	tonne	Été	4400			
22	Tous	Roche tamisée de 4 po – 6 po	tonne	Hiver	5000			
23	Tous	Roche tamisée de	tonne	Été	3750			

		4 po – 6 po						
24	Tous	Roche tamisée de 4 po – 6 po	tonne	Hiver	5000			

1. Explication – lignes 21-24 : Fournir de la roche tamisée de 4 po – 6 po

a) Lignes 21-22

i) Option 1 – le plus économique, et diminue les sous-produits déchets aux puits du MDN

Pendant la production du granulaire A ou du granulaire B, retirer le matériau d'au moins 4 po du circuit de concassement pendant la production.

ii) Lignes 23-24

Option 2 – comme opération « autonome ». Cela engendrerait des sous-produits déchets aux puits du MDN.